

# WIDER

## RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE No 1

CONTRIBUTION POSSIBLE DE L'EXCÉDENT JAPONAIS  
AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

INSTITUT MONDIAL DE RECHERCHE SUR L'ÉCONOMIE  
DU DÉVELOPPEMENT

# RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE No 1

CONTRIBUTION POSSIBLE DE L'EXCÉDENT JAPONAIS  
AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL



INSTITUT MONDIAL DE RECHERCHE SUR L'ÉCONOMIE  
DU DÉVELOPPEMENT

# **Contribution possible de l'excédent japonais au développement économique mondial**

Rapport d'un groupe d'étude de l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement (WIDER), Helsinki, Finlande, de l'Université des Nations Unies (UNU), Tokyo, Japon

## **Membres\*:**

1. M. Saburo Okita, président du Conseil de WIDER, président du Institute for Domestic and International Policy Studies et recteur de l'Université internationale du Japon
2. M. Lal Jayawardena, directeur de WIDER
3. M. Arjun K. Sengupta, membre du groupe consultatif de WIDER pour les questions économiques internationales et directeur exécutif du Fonds monétaire international (FMI). représentant le Bhoutan, le Bangladesh, l'Inde et le Sri Lanka

18 Avril 1986  
Tokyo, Japon

\* Les membres du groupe d'étude ont participé à ses travaux à titre personnel.

# CONTRIBUTION POSSIBLE DE L'EXCÉDENT JAPONAIS AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

## TABLE DES MATIERES

## PAGE

Résumé de synthèse  
Rapport

7  
9

# Contribution de l'excédent japonais au développement économique mondial

## UN PLAN EN SEPT POINTS

### RÉSUMÉ DE SYNTHÈSE

1. La communauté internationale doit mettre au point des méthodes permettant de soutenir la croissance japonaise afin d'atténuer les effets de l'essoufflement américain et d'enrayer toute amorce de déflation mondiale.

2. Alors que certaines des politiques requises impliquent l'accroissement des investissements du Japon sur son propre marché intérieur, il est peu probable que ce pays puisse absorber une épargne dont le taux atteint 27 pour 100 du PNB.

3. Il semble par conséquent nécessaire que le Japon, dont le rythme de croissance doit être soutenu, continue à s'appuyer pour une large part sur l'augmentation de ses exportations et conserve ainsi une balance des paiements courants fortement créditrice, ce qui devrait lui permettre de poursuivre ses "exportations" d'épargne excédentaire à l'étranger.

4. L'important excédent des paiements courants du Japon et ses succès à l'exportation sont principalement dus à son avantage relatif dans les secteurs où il exporte, mais résultent également de l'ampleur du déficit budgétaire, et donc commercial, des Etats-Unis.

5. Toute réduction du déficit budgétaire et commercial américain, en l'absence de mesures compensatoires, tendrait à réduire le marché extérieur du Japon et à compromettre sa croissance économique, et donc celle de l'économie mondiale. Ces mesures compensatoires pourraient consister à accroître la capacité d'importation des pays en développement, ce qui peut être accompli en consacrant une partie de l'excédent japonais au financement de leurs déficits. Cela signifie que l'épargne japonaise excédentaire qui ne peut être absorbée par les marchés intérieur ou américain peut servir à financer la formation de capital productif dans ces pays.

6. En conséquence, il y a lieu d'élaborer des mécanismes assurant l'intermédiation financière de l'excédent japonais à cette fin.

7. Une fois le principe accepté, il devient possible de mettre au point les instruments et les mécanismes financiers indispensables, qui vont de la mise en oeuvre d'un plan Marshall japonais au profit des pays en développement, comme cela a été récemment proposé, à la promotion des investissements japonais dans ces pays et à l'accroissement des prêts consentis par les banques internationales du Japon. Comme les mécanismes d'intermédiation doivent permettre à l'épargne privée japonaise de trouver un emploi dans les pays en développement, le gouvernement du Japon pourra être amené à les promouvoir, soit en bonifiant les taux d'intérêt des prêts accordés à ces pays, soit en fournissant certaines garanties additionnelles aux organismes de gestion de l'épargne privée japonaise, afin de rendre attrayant

l'investissement dans les pays en développement. La diminution considérable, ces dernières années, du déficit budgétaire du Japon par rapport au PNB ainsi que de ses taux d'intérêt devrait faciliter ce processus au cours des prochaines années. Dans ce contexte, les pouvoirs publics japonais pourraient prendre l'initiative de consacrer un dixième de 1 pour 100 (0,1 %) de leur PNB à la création d'un fonds international, tout en invitant en même temps les autres pays industrialisés à y verser une contribution équivalente. Ce fonds devrait permettre d'accorder des conditions libérales et des mesures d'incitation du type précédemment mentionné, et donc de favoriser les mouvements de capitaux privés vers les pays en développement, ces apports constituant un multiple substantiel des ressources mises à disposition par le fonds.

# Contribution de l'excédent japonais au développement économique mondial

## UN PLAN EN SEPT POINTS

### RAPPORT

Les succès et les échecs des économies de marché développées — leurs périodes d'expansion et de récession — s'expliquent en grande partie par les conditions que le marché leur oppose. Ainsi, le Japon a connu un succès durable au cours des dernières décennies parce qu'il disposait d'un vaste marché international adapté à sa capacité de production. C'est grâce à l'expansion de son marché à l'exportation que le taux de croissance du PNB japonais a été régulièrement deux fois plus élevé que le taux de croissance moyen des principaux pays industrialisés ces dernières années: au cours de la période 1980—1985, la croissance japonaise s'est établie à 4,3 pour 100, alors que le taux de croissance moyen n'excédait pas 2,2 pour 100. En 1985, l'économie mondiale a ralenti, essentiellement en raison du fléchissement du taux de croissance américain, qui est passé de 6,6 pour 100 en 1984 à 2,3 pour 100 en 1985. Sans la croissance économique japonaise, qui a atteint 4,2 pour 100 en 1985, la récession aurait été encore plus marquée.

Les scénarios à moyen terme de l'OCDE et du FMI prévoient que la faible croissance de l'économie mondiale va persister du fait que la croissance des Etats-Unis, qui commencent à combler leur déficit budgétaire, ne devrait pas dépasser 3 pour 100. Les prévisions auraient été plus favorables si elles avaient retenu comme hypothèse une croissance japonaise continue, variant de 4 à 5 pour 100. Or, on prévoit que celle-ci ne sera que très légèrement supérieure à 3 pour 100 en 1986—1987. Un fort taux de croissance de l'économie mondiale suppose donc un taux de croissance japonais élevé. La communauté internationale doit mettre au point des méthodes permettant de soutenir la croissance japonaise afin d'atténuer l'effet de l'essoufflement américain. Comme la croissance du Japon a toujours essentiellement reposé sur les exportations, cela suppose le maintien d'une forte activité du pays dans ce domaine. Même si cela doit temporairement se traduire par des pertes de parts du marché pour certains pays comme les E.-U., la croissance de l'économie mondiale devrait, à long terme, engendrer une expansion de leurs marchés, surtout si la croissance du Japon à l'exportation est accompagnée d'un recyclage de l'excédent de sa balance commerciale en vue du financement de l'importation excédentaire de produits en provenance des pays industrialisés dans les pays en développement.

L'augmentation de l'excédent des paiements courants du Japon a résulté du fort taux de croissance de ses exportations, alors que ses importations n'évoluaient pas à un rythme comparable. Bien qu'il puisse y

avoir de bonnes raisons en faveur de l'accroissement des importations japonaises, cela ne justifie pas une hausse du yen, car ces importations sont surtout déterminées par des facteurs structurels et ne réagissent guère aux changements de prix. Le souci de maintenir un fort taux de croissance des exportations devrait presque dicter le taux de change du yen, alors que la question du soutien de l'excédent de la balance des paiements courants devrait être réglée à l'aide de mécanismes financiers appropriés.

L'examen de la balance des paiements courants des principaux acteurs de l'économie mondiale montre qu'en 1985, ce sont les Etats-Unis et les pays en développement qui ont accumulé les plus gros déficits (respectivement 120 et 45 milliards de dollars des E.-U.). Quant aux excédents, les principaux sont ceux du Japon (50 milliards de dollars) et de l'Allemagne fédérale (15 milliards de dollars). En fait, ces dernières années, le Japon a dû gérer un excédent considérable, et cela devrait encore s'accroître au cours des deux prochaines années, notamment par suite de la baisse des prix du pétrole. Une grande partie des excédents mondiaux sont maintenant consacrés au financement de l'énorme déficit américain. Quant au déficit des pays en développement, il représente, en excluant les transferts publics, moins de la moitié du niveau atteint au début des années 80 (environ 100 milliards de dollars), ce qui reflète l'ampleur de la réduction de la capacité d'importation et de l'activité économique de ces pays depuis lors. Pour compenser les effets récessionnistes de la réduction prévue du déficit budgétaire américain, il est nécessaire de soutenir la croissance dans d'autres secteurs de l'économie mondiale. Une mesure en ce sens consisterait à augmenter la capacité d'importation des pays en développement, ce qui peut être accompli en réorientant l'excédent japonais désengagé du marché américain vers le financement de leurs déficits.

Sans aucun doute, excédents et déficits sont en grande partie l'expression des écarts de compétitivité entre les différentes nations à l'échelon international. Le Japon a surclassé ses concurrents commerciaux, et cela a clairement mis en évidence les liens d'interdépendance presque paradoxaux qui caractérisent le système international des paiements. L'important excédent de la balance des paiements courants du Japon et sa conquête d'un vaste marché n'auraient pas eu lieu sans l'énorme déficit budgétaire et, par conséquent, commercial des Etats-Unis, qui a en grande partie alimenté le marché japonais à l'exportation. Inversement, sans l'importance structurelle de l'épargne intérieure japonaise, attirée par les forts taux d'intérêt américains et la bonne tenue du dollar jusqu'à l'an dernier, les Etats-Unis auraient été dans l'impossibilité de maintenir leurs déficits. Cette situation a évolué au cours des derniers mois. Toute réduction du déficit budgétaire (et commercial) américain, en l'absence de mesures compensatoires adéquates, tendrait à réduire le marché extérieur du Japon. En ce cas, le ralentissement de l'activité économique japonaise déclencherait une réaction en chaîne en réduisant le commerce mondial et en compromettant la croissance. L'actuel système financier international, étroitement lié aux politiques nationales américaines, n'est pas en mesure de résister à une telle évolution, à moins que le Japon et l'Allemagne ne prennent quelque initiative en la matière. Sinon, l'économie mondiale continuera à être particulièrement sujette à la récession.

Une politique japonaise introvertie, comme plusieurs le préconisent actuellement, augmenterait la dépendance à l'égard du marché intérieur. Le passage d'un régime éprouvé de croissance axée sur l'exportation à un



régime de croissance axée sur le marché intérieur est hérissé de difficultés si nombreuses que le Japon n'échappera probablement pas à un ralentissement de la croissance et à une montée du chômage. Bien qu'il soit nécessaire et souhaitable que le Japon accroisse ses dépenses et ses investissements intérieurs en matière de logement et d'autres biens sociaux, il est très difficile de concevoir qu'une économie fortement industrialisée comme celle de ce pays soit à même d'absorber la totalité de son épargne privée (qui représente 27 pour 100 de son PNB) en augmentant le volume de ses investissements intérieurs et en réduisant l'excédent de sa balance des paiements courants. En réalité, l'excédent japonais est structurel et reflète l'importance de l'épargne privée, qui ne peut être absorbée par le seul investissement intérieur. Cet excédent est passé de 2,1 pour 100 du PNB en 1983 à 3 pour 100 en 1984 et 3,6 pour 100 en 1985. Même en encourageant la consommation intérieure par des mesures d'incitation particulières, il est improbable que l'épargne privée diminue sensiblement à moyen terme, le comportement japonais en la matière dépendant de facteurs démographiques et sociologiques susceptibles d'évoluer seulement à long terme. Il est également improbable qu'avec toute l'impulsion donnée à l'investissement intérieur, l'écart entre l'épargne et l'investissement puisse être sérieusement comblé et l'excédent des paiements courants, ramené à moins de 2,5 à 3 pour 100 du PNB au cours des prochaines années, sans que le taux de croissance économique du Japon fléchisse.

Le Japon a aussi la possibilité de s'appuyer sur son excellente position à l'échelon international (la contribution japonaise au PIB mondial s'élève à 10 pour 100) et de prendre l'initiative de coordonner les politiques économiques internationales dans l'intérêt mutuel des nations engagées dans le commerce mondial, en invitant les autres pays à excédent, et notamment l'Allemagne, à se joindre à lui. Cette option se propose de conserver la croissance des exportations, et donc du PNB du Japon, comme stimulant de la croissance économique mondiale et d'adopter des mesures permettant de financer les déficits des autres économies en voie d'expansion au moyen de l'excédent de la balance japonaise des paiements courants. Cela peut commencer par l'élaboration de mécanismes assurant l'intermédiation financière de l'excédent japonais. Comme nous l'avons mentionné auparavant, toute réduction du déficit américain engendre, sur le marché mondial, des pressions déflationnistes que le Japon peut en partie neutraliser en faisant bénéficier les pays en développement de son excédent par intermédiation financière. Il en résulterait alors une augmentation du pouvoir d'achat international de ces pays et, par voie de conséquence, une expansion du marché extérieur du Japon et d'autres pays industrialisés.

Les conditions sont actuellement réunies pour que le Japon s'engage dans cette voie de deux manières différentes. Premièrement, le système bancaire japonais s'est développé ces quinze dernières années à un rythme rapide sur le plan international. Depuis 1981, le Japon a accumulé des excédents de paiements courants supérieurs à 160 milliards de dollars des E.-U. De ce montant, moins de 10 milliards sont venus grossir les réserves japonaises, pendant que le reste était progressivement recyclé par l'entremise des banques et des firmes spécialisées dans les valeurs mobilières. Aujourd'hui, le Japon possède la part la plus importante (25 %) du montant total des avoirs bancaires internationaux, les banques américaines ayant rétrogradé à la deuxième place, avec 18 pour 100 de ces avoirs. Ainsi, l'infrastructure financière japonaise est suffisamment développée pour

assurer le transfert de l'épargne excédentaire aux pays en développement. Pour que les banques internationales puissent engager ce processus de financement, il est toutefois indispensable de résoudre le problème des dettes impayées de ces pays par des mesures telles que la prorogation des échéances et l'abaissement des taux d'intérêt. Le plan Hattori, qui prévoit la création d'une Banque de solidarité internationale susceptible de remplacer les prêts commerciaux "durs" par des prêts à termes plus raisonnables, constitue un bon exemple de ces mesures, dont le principe peut d'ailleurs être appliqué à d'autres cas. La mise en oeuvre du plan Hattori serait complémentaire des initiatives prises dans le cadre du plan Baker.

Deuxièmement, il est possible, avec l'appui du gouvernement du Japon, de mettre en place des mécanismes permettant d'acheminer directement les capitaux japonais vers les pays en développement. Il s'agit en ce cas de mobiliser l'épargne privée japonaise vers des placements de portefeuille ou de capital-actions dans ces pays. Une fois le principe accepté, il restera à élaborer les instruments financiers et les mécanismes d'intermédiation adéquats. Il existe à ce propos un large éventail d'options et de combinaisons à préciser, qui vont de la philosophie à caractère général et humanitaire inspirant la proposition de mise en oeuvre d'un plan Marshall japonais au profit des pays en développement au détail des instruments financiers requis pour faire bénéficier le tiers monde de l'excédent japonais. Quand on observe la nature des sorties de capitaux et des investissements extérieurs, on constate que la sécurité des capitaux exerce une motivation plus forte que le taux de rendement des marchés. Tout mécanisme de recyclage garanti par une organisation internationale telle que le FMI ou la Banque Mondiale, ou encore par les principaux pays industrialisés, satisferait au moins en partie à cette exigence.

Il appartient aux organisations internationales et aux pays en développement de jouer un rôle capital en fournissant des garanties et en assurant des rendements convenables à l'excédent japonais investi. Il se peut aussi que les pouvoirs publics japonais soient amenés à contribuer activement à ce processus de recyclage, soit en bonifiant les taux d'intérêt ou en prenant des mesures d'incitation particulières pour les revenus d'investissements acquis dans les pays en développement, soit en fournissant certaines garanties additionnelles aux organismes de gestion de l'épargne privée japonaise, afin de rendre attrayant l'investissement dans ces pays. Les conséquences budgétaires d'une telle intervention du gouvernement japonais devraient rester limitées. Il faut noter que le déficit budgétaire japonais, calculé en pourcentage du PNB, a été considérablement réduit ces dernières années. Avec un fort taux d'épargne privée, comme c'est le cas au Japon, le déficit budgétaire du secteur public a un très faible effet d'éviction, et toute intervention gouvernementale en faveur de placements privés de portefeuille ou en actions dans les pays en développement peut jouer le rôle d'un catalyseur en mobilisant des ressources, avec un impact considérable sur ces pays et sur l'économie mondiale. Dans ce contexte, une première étape consisterait à créer un fonds international destiné à favoriser les transferts de capitaux privés des pays développés aux pays en développement. Cela concerne toutes sortes de capitaux privés, y compris les investissements directs et les placements de portefeuille, mais aussi les prêts bancaires. Ce fonds servirait directement, ou indirectement par l'intermédiaire des gouvernements concernés, à bonifier les taux d'intérêt, à assurer un traitement privilégié des revenus d'investissements et à financer

d'autres mesures d'incitation. Il est possible d'élaborer un certain nombre de dispositifs pratiques qui feront des apports de capitaux effectivement mobilisés vers les pays en développement un multiple substantiel des ressources mises à disposition par le fonds. Cela suppose toutefois une volonté politique de la part des pays industrialisés qui, en plus de l'aide publique au développement et des contributions aux organisations multilatérales, devront consentir à verser des montants supplémentaires à cet effet. Le gouvernement japonais pourrait prendre l'initiative de consacrer un dixième de 1 pour 100 (0,1 %) de son PNB à la création de ce fonds international, tout en invitant en même temps les autres pays industrialisés à y participer par une contribution équivalente.